DE JTEKT IRIGNY À BOSCH VENDÔME : LES SALARIÉS NE SERONT PLUS LES VARIABLES D'AJUSTEMENT DES STRATÉGIES DES GRANDS GROUPES !

La CGT dénonce l'irresponsabilité des donneurs d'ordres et exige une véritable politique industrielle pour préserver les emplois et les savoir-faire en France.

Les situations vécues par les salariés de JTEKT à Irigny, dans le Rhône et de Bosch à Vendôme, dans le Loir-et-Cher, illustrent une même réalité : partout dans la filière automobile, les grands groupes prennent des décisions stratégiques et financières dont les conséquences sont supportées par les équipementiers, les sous-traitants et, au bout de la chaîne, par les salariés et les territoires.

JTEKT IRIGNY : DE FORTES INQUIÉTUDES

À Irigny, l'avenir du site JTEKT est source de fortes inquiétudes. Après les suppressions d'emplois déjà annoncées en 2025 et la cession des activités européennes de JTEKT à un repreneur lié à LEO III–VV25-A GmbH, conseillé par le groupe DUBAG, les salariés s'interrogent sur la pérennité de leur activité et de leurs emplois. Dans ce contexte, le désengagement possible de Renault et le risque de transfert de productions vers d'autres sites font peser une menace supplémentaire sur l'avenir industriel du site.

BOSCH VENDÔME : EN GRÈVE DEPUIS LE 22 OCTOBRE

À Vendôme, les salariés de Bosch sont mobilisés et en grève depuis le 22 octobre 2026 contre un projet de vente de leur usine, sans garanties jugées suffisantes sur l'emploi et l'avenir industriel. Le poids de Stellantis, donneur d'ordres majeur du site, et les incertitudes sur les volumes de commandes illustrent une nouvelle fois la dépendance des équipementiers aux décisions des constructeurs.

ASSEZ DE LA VARIABLE D'AJUSTEMENT

La CGT en a assez que les sites industriels et surtout celles et ceux qui y travaillent deviennent la variable d'ajustement de stratégies financières uniquement guidées par la rentabilité immédiate. On ne peut pas, d'un côté, exiger des salariés qu'ils s'adaptent en permanence, qu'ils acceptent les réorganisations, les suppressions d'emplois et la dégradation de leurs conditions de travail, et de l'autre, laisser les grands groupes décider seuls de l'avenir de toute une filière.

L'ARGENT PUBLIC SANS CONTREPARTIES

Ces groupes bénéficient d'aides publiques, de soutiens financiers et d'un environnement économique favorable. Mais où sont les contreparties en matière de maintien de l'emploi, de développement des compétences, d'investissement productif et d'amélioration des conditions de travail ? L'argent public ne peut pas servir à accompagner les restructurations, financer les désengagements et socialiser les pertes, pendant que les profits et les décisions restent entre les mains des actionnaires.

La responsabilité des donneurs d'ordres doit enfin être reconnue et encadrée.

C'est précisément le sens de la proposition de loi dite GM&S, portée par la CGT à la suite de la lutte des salariés de La Souterraine. Elle vise à responsabiliser les donneurs d'ordres vis-à-vis de leurs sous-traitants, des emplois et des territoires. Un constructeur ne doit pas pouvoir réduire brutalement ses commandes, déplacer une production ou changer de fournisseurs sans assumer les conséquences économiques et sociales de ses décisions.

Montreuil le 25 novembre 2026

Ne pas jeter sur la voie publique

Nous exigeons que les donneurs d'ordres prennent des engagements concrets et opposables sur les volumes de production, la durée des commandes, le maintien des emplois et les investissements nécessaires à la pérennité des sites. Nous demandons également que les aides publiques soient conditionnées à de véritables garanties sociales, industrielles et environnementales, contrôlées dans la durée.

POURTANT, DES SOLUTIONS INDUSTRIELLES EXISTENT !

La FTM-CGT porte un projet de développement d'un véhicule électrique populaire et accessible, ainsi que d'un véhicule hybride de petite taille, conçus pour répondre aux besoins de mobilité de la population et produits en France.

Ces projets pourraient constituer de véritables débouchés pour nos sites industriels. Les savoirs-faire de JTEKT à Irigny dans les systèmes de direction, l'ingénierie, les essais et la validation, comme les savoir-faire industriels de Bosch à Vendôme dans les colonnes de direction, pourraient trouver toute leur place dans une filière automobile française renouvelée.

Ces deux sites pourraient ainsi participer à la production de véhicules répondant aux besoins réels de la population, tout en préservant les emplois, les compétences et notre souveraineté industrielle.

IL FAUT UNE VOLONTÉ POLITIQUE

Mais cela suppose une volonté des constructeurs de s'engager dans une stratégie industrielle de long terme, de travailler avec leurs équipementiers et de garantir des volumes de production. Cela suppose également un véritable courage politique : celui de fixer des exigences aux grands groupes qui bénéficient de l'argent public et de construire une politique industrielle cohérente, plutôt que de laisser faire les restructurations au gré des intérêts financiers.

Sans engagement des constructeurs, sans responsabilité des donneurs d'ordres et sans volonté politique, nous continuerons à assister à la disparition progressive de notre industrie automobile.

AUX CÔTÉS DES SALARIÉS

La CGT refuse cette fatalité. Elle sera aux côtés des salariés de JTEKT Irigny et de Bosch Vendôme dans leurs combats pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et l'avenir de leurs sites.

L'industrie ne doit pas être une variable d'ajustement financière. Elle doit répondre aux besoins de la population, garantir des emplois de qualité et contribuer à l'avenir de nos territoires.

IL EST ENCORE TEMPS DE FAIRE LE CHOIX DE PRODUIRE EN FRANCE

La CGT appelle les pouvoirs publics et les constructeurs à prendre leurs responsabilités : il est encore temps de faire le choix de produire en France plutôt que d'organiser le recul de notre industrie.

Je me syndique !
Ensemble,
on est plus forts !

Montreuil le 25 novembre 2026

Ne pas jeter sur la voie publique